

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N°2026-05-18

21 mai 2026

### Autorisation de lancer des procédures de consultation et négociation afin d'obtenir le concours financier d'un ou plusieurs établissements de crédits

Le Conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, R. 6123-8, R. 6123-20 et R. 6332-15,

Après en avoir délibéré le 21 mai 2026,

#### Décide

##### Article 1

Le Conseil d'administration autorise le Directeur Général à lancer les procédures de consultation et négociation afin d'obtenir les concours financiers d'un ou plusieurs établissements de crédits pour permettre à France compétences de couvrir ses besoins de trésorerie au titre des années 2026 et 2027.

Ces concours financiers, selon les possibilités et conditions offertes, pourront prendre la forme d'une ligne de trésorerie, d'un crédit syndiqué, d'un contrat d'emprunt et/ou de crédits de trésorerie. Le remboursement du principal et des intérêts ne pourra pas excéder douze mois à compter de la date d'effet du contrat.

Le montant plafond de la fourchette des négociations est limité à trois milliards cinq cents millions d'euros (3,5 Mds €).

##### Article 2

L'aboutissement de ces négociations est sous réserve de l'obtention des autorisations requises mentionnées à l'article R.6123-20.

##### Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Courbevoie,

Le 21 mai 2026,

Pierre DEHEUNYNCK  
Président du Conseil d'administration

